Après-mines uranium en France

Extraits des Gazettes rédigées par les membres du GSIEN – Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Énergie Nucléaire – créé en 1975 - www.gazettenucleaire.org

Les besoins en uranium du programme nucléaire français ont été couverts à plus de 40% par la production métropolitaine. De près de 5.000 tonnes en 1980, la part de la production française a baissé jusqu'à devenir insuffisante et stoppée, ce qui a nécessité de prévoir des importations pour couvrir des besoins de plus en plus importants venant essentiellement du Niger pendant de longues années.

Quelques exemples parmi les très nombreux articles rédigés à propos des suivis des délaissés miniers plusieurs années durant :
1983 (n°55-56) - De 1958 à 1980, l'usine de traitement installée à proximité du gisement de minerai d'uranium du Limouzat, dans le massif des Bois Noirs, au nord des monts du Forez, a traité 2,4 millions de tonnes de minerai sec, produisant 7.500 tonnes d'uranium. L'usine de traitement de minerai associée a été démantelée.
Plus de deux millions de tonnes de résidus (masse du produit sec) ont été produits dont 1,3 millions, contenant entre autres du radium 226, et sont stockés pour un peu plus de la moitié dans un bassin créé en amont d'un barrage élevé en travers de la vallée de la Besbre, rivière torrentueuse passant au pied de l'usine. **La COGEMA, qui est la société minière ayant exploité le gisement d'uranium des Bois Noirs, est restée propriétaire du site de stockage des résidus et en est donc responsable vis-à-vis de l'administration départementale.**
1991 (n°111-112) - Sont évoquées les obligations liées à la fin d'une concession minière : réglementations, recommandations et nombreux arrêtés préfectoraux et même sur pression d'experts et de membres du GSIEN, la création d'un Groupement d'Experts Pluralistes pour améliorer les suivis de sites.
Mais malgré tout, beaucoup reste à faire car l**es exemples sont légion dans les divers numéros consultés.**
2005 – (n°221-222) **- Titre « les mines, un problème qui dure depuis 30 ans ».**
2007(n°240) Les riverains s'inquiètent des radiations émanant encore de nombreux remblais utilisés pour des chemins ou revêtements de divers lieux fréquentés à des fins de loisirs.
2009 (n°251) - Des matières très radioactives non-scellées ont été retrouvées, abandonnées proche d'un chemin et d'habitations en Limousin et ce, à proximité d'une ancienne mine d'uranium COGEMA devenu AREVA : un phénomène hélas pas isolé. D'autres dépôts « sauvages » sont identifiés par hasard en maints endroits à l'occasion de travaux d'aménagements du territoire, signe de négligences graves quant au suivi des anciens sites miniers.
2013 (n°269) – **La mémoire d'activités industrielles polluantes se perd vite :** Pechiney - monazite en provenance de Madagascar traitée en France pour extraire du thorium. Le site d'une ancienne usine fermée depuis 30 ans contenait encore une zone très contaminée – des fûts radioactifs provenant d'une autre usine ont aussi été dispersés en France – seule l'industrie nucléaire est en capacité de traiter ces déchets.
L'oubli est de mise en France car « *il n'y aura jamais assez d'argent pour s'occuper des déchets radioactifs... les résidus de concentration de l'uranium près des mines resteront ingérables ».*
2013 (n°270) – **Malvési : boues radioactives** issues du traitement du Yellow cake en provenance du Niger pour être transformé en combustible : 400 000 m3 de boues nitratées radioactives mises en bassins de lagunage sur une surface de 30 ha pour décantation des rejets solides et évaporation des effluents liquides. **Autres sites (Bois Noirs : Saint-Priest-la-Prugne (Loire). A la fermeture du site en 1980, 1,3 million de tonnes de résidus radioactifs issus de l'extraction de l'uranium ont**

été laissés en place dans un lac artificiel (Grand bassin) retenu par une digue de 42 mètres de haut et 500 mètres de long barrant la vallée de la Besbre. AREVA refusait de prendre en compte les recommandations de l'ASN pour assainir certaines zones au prétexte d'un conflit de mesures – les travaux ont-ils été effectués ?
2014 (n°274) - Mines dans la Creuse et le Limousin
Toutes les mines en France sont fermées mais continuent à irradier de manière durable. 52 millions de tonnes de minerais ont été extraites pour une production de 76000 tonnes d'uranium et **200 millions de tonnes de stériles** dont certains très radiotoxiques. Pourtant nombre d'entre eux ont été dispersés sous forme de remblais partout en France : lorsqu'ils sont détectés souvent lors de travaux d'aménagement du territoire, en principe, AREVA, responsable de leur gestion, est mise en demeure de décontaminer les lieux et de gérer les effluents qui s'écoulent vers les milieux naturels...
... ce n'est qu'un aperçu des problèmes liés à l'extraction d'uranium en France, activité minière du siècle dernier, et qui a fait l'objet d'articles réguliers dans les premières Gazettes peu après la création du GSIEN. Elles sont consultables sur le site **www.nucleaire.org**

Les conséquences « après mines » n'ont pas été traitées avec les précautions qu'il aurait fallu prendre malgré des réglementations de plus en plus précises mais, par manque sans doute de moyens de contrôle ou d'informations suffisantes, des résurgences de pollution sont encore retrouvées aujourd'hui.

Ces dix dernières années, plus de 88 000 tonnes d'uranium naturel ont été importées par la France provenant essentiellement de trois pays : le Kazakhstan (27 %), le Niger (20 %) et l'Ouzbékistan (19 %).

Depuis l'éviction de la France du Niger, il faut dorénavant trouver d'autres fournisseurs pour répondre aux besoins :

- Des 56 réacteurs anciens dont l'activité va être prolongée d'au moins dix ans,
- Ceux des futurs EPR2 (6 + 8 éventuellement) dont la durée de fonctionnement est estimée à au moins 60 ans,
- Et/ou à la construction d'autres types de réacteurs avec des combustibles recyclés : les SMR Small Modular Reactor ?

N'est-il pas temps de valoriser la sobriété, l'efficacité énergétique en s'appuyant davantage sur les énergies renouvelables, alternatives plus rapides à installer et largement privilégiées chez nos voisins européens ?